



Focus sur les richesses naturelles du Niger

Qu'elles soient de nature agricole, minière, énergétique ou hydrique, le Niger regorge de richesses naturelles qui suscitent la convoitise de bien des États. Pourtant, le développement économique du pays et le niveau de bien-être de sa population ne sont pas en adéquation avec ses potentialités. L'élection du président Issoufou l'an dernier pourrait présager une meilleure gouvernance des richesses naturelles. Tour d'horizon.

PAR PHILIPPE GORTYCH

En octobre 2010, soit six mois après le départ du président Mamadou Tandja, les Nigériens ont été plus de 90 % à se prononcer par référendum en faveur de l'adoption d'une nouvelle Constitution instituant la VII^e République. Sur le plan économique, elle introduit une disposition inédite : la constitutionnalisation de l'exploitation des richesses naturelles

pour combattre l'opacité qui gangrène le développement du pays. Selon l'article 149 de la Constitution nigérienne, « l'exploitation et la gestion des ressources naturelles et du sous-sol doivent se faire dans la transparence et prendre en compte la protection de l'environnement, du patrimoine culturel ainsi que la préservation des intérêts des générations présentes et futures ». Parmi les richesses

naturelles, le traditionnel secteur de l'agriculture qui emploie près de 90 % de la population est dit de subsistance. En effet, les récoltes sont très irrégulières selon les années en raison d'une forte instabilité climatique, source de graves crises alimentaires. Fort heureusement, le Niger jouit de richesses naturelles aux revenus plus stables, au premier rang desquelles se trouve l'uranium.

L'URANIUM, UNE RICHESSE EN DÉVELOPPEMENT CONSTANT

À ce jour, le Niger se place parmi les plus grands exportateurs mondiaux d'uranium, à côté du Canada, de l'Australie et du Kazakhstan. Découvert en 1957 par des géologues français partis initialement à la recherche de cuivre, l'uranium est extrait des mines nigériennes depuis 1971. Mais à cette époque, le marché mondial de ce minéral était en surproduction en raison de la saturation des besoins strictement militaires et d'une demande en nucléaire civil encore faible. Les crises pétrolières des années 1970 et les nouveaux programmes nucléaires à travers le monde ont toutefois rapidement engendré une explosion de la production mondiale, qui a même été quelque peu surestimée, provoquant des excédents importants notamment au début des années 1980.

Dans la décennie suivante, une longue période de stabilité a permis de maintenir le prix de l'uranium à un niveau assez bas avec une baisse historique à 7 dollars pour une livre d'oxyde d'uranium de formule U₃O₈ (octaoxyde de triuranium) en 2000. Depuis, le cours de l'uranium n'a cessé de monter

considérablement pour dépasser en 2007 la barre des 100 dollars par livre, avec des pics spéculatifs aux alentours de 140 dollars. Cela a eu pour conséquence de rendre les gisements nigériens encore plus précieux et stratégiques pour le développement de l'économie du pays, mais aussi pour ses relations avec les différents partenaires d'exploration, dont notamment les Français.

L'accident majeur à la centrale nucléaire de Fukushima au Japon a provoqué depuis mars 2011 une baisse assez sensible des cours de ce fossile nucléaire, dont le prix spot (prix dans un marché au comptant, c'est-à-dire payé en même temps qu'a lieu la livraison) se situe aujourd'hui aux alentours de 52 dollars pour une livre d'oxyde d'uranium U₃O₈. Pour autant, ce niveau reste encore très suffisant pour que les Nigériens puissent prévoir leur futur développement économique (les recettes venant de l'exportation de l'uranium représentent plus de 30 % des exportations du pays). De son côté, la France, malgré son souci permanent de diversification de ses sources d'approvisionnement, importe du Niger environ un tiers des besoins en combustible de ses 58 centrales nucléaires, qui assurent plus de 75 % de la production d'électricité dans l'Hexagone.

En matière d'uranium, le prochain grand défi qui attend le Niger interviendra quand la première tonne sera extraite de la mine d'Imouranen, première mine d'Afrique et seconde du monde, dont le potentiel est estimé à 5 000 tonnes par an

pendant au moins 35 ans, ce qui hisserait le Niger au rang de deuxième producteur mondial de ce minéral si stratégique pour faire tourner les centrales nucléaires. La mine d'Imouranen a été inaugurée en mai 2009 par l'ancien président nigérien Mamadou Tandja et devrait entrer en exploitation au plus tard en 2013.

LES GRANDS ACTEURS DE L'URANIUM AU NIGER

L'exploitation de l'uranium sera gérée par la filiale Areva NC du groupe français Areva, qui demeure le principal acteur dans l'extraction d'uranium au Niger et qui, après avoir cédé 10 % des parts de ce gisement aux Sud-Coréens, gardera le contrôle des opérations avec près de 57 % des parts. L'investissement est très important, chiffré à environ 1,2 milliard d'euros. Il faut dire que ce groupe industriel français, qui a été créé en 2001 par la fusion de CEA Industrie, Framatome et Cogema, puise un tiers de sa production mondiale d'uranium (de près de 9 000 tonnes) dans les mines nigériennes. Le numéro un mondial de l'énergie nucléaire, à travers ses filiales locales Cominak et Somaïr, exploite déjà depuis 1968 une première mine d'uranium à ciel ouvert dans la région d'Arlit, et depuis 1974 une seconde mine souterraine à Akouta, près d'Akogan, toutes deux situées dans le Nord du pays, à environ 1 200 km de Niamey, et ayant une capacité de production annuelle d'environ 2 000 tonnes.



Mine d'uranium d'Arlit. Cette matière première qu'exploite le géant français Areva apporte d'importantes ressources financières à l'État du Niger.

Olélewa, le 28 novembre 2011 : photographie de la première raffinerie du pays. Le Niger est devenu récemment un pays exportateur de pétrole, ce qui lui permet de diversifier son économie.



© AFP - BOUREIMA HAMA

L'uranium extrait de ces deux gisements est acheminé par la route vers le port de Cotonou au Bénin, puis en bateau vers le site industriel Comurhex Malvési d'Areva, près de Narbonne, qui assure la première étape de conversion des concentrés uranifères provenant des sites miniers. Mais l'épuisement progressif inévitable de ces gisements a conduit Areva à se battre avec ses concurrents canadiens, mais aussi chinois, pour décrocher en 2008 la convention minière concernant la mine d'Imouranen qui lui permettra de prendre un nouvel essor sur ce marché. En même temps, il semblerait que le port d'Abidjan remplacerait celui de Cotonou pour le transit vers la France, en raison des relations commerciales compliquées entre le Niger et le Bénin.

Mise à part la participation sud-coréenne dans les exploitations gérées par Areva, d'autres pays ont également commencé à s'installer au Niger dans ce secteur en obtenant des conventions minières de moindre importance ; c'est le cas notamment des Chinois qui, avec la China National Nuclear Corporation (CNNC) et sa filiale SinoU, ont réussi depuis 2006 à obtenir l'autorisation d'exploiter quelques gisements d'uranium dans la région d'Agadez. Mais des compagnies minières australiennes, canadiennes, indiennes et même russes tentent elles aussi de participer activement à l'exploitation des ressources nigériennes dans ce domaine en achetant des permis d'exploration et d'exploitation à l'État.

Le Niger s'est fixé comme objectif pour les années à venir d'intensifier son extraction d'uranium afin d'arriver rapidement à un niveau annuel supérieur à 10 500 tonnes, ce qui représenterait environ 20 % de la production mondiale et lui permettrait d'améliorer les conditions de vie de ses populations. Ce boom de l'uranium nigérien devrait être accompagné d'une flambée des prix vu que la consommation des centrales nucléaires dépasse déjà largement la production actuelle et que le déficit était jusqu'à présent comblé par des stocks, civils mais surtout militaires, dont l'épuisement total est prévu pour 2015.

Mais l'exploitation massive de l'uranium nigérien peut avoir des conséquences assez graves sur l'environnement. Par exemple, l'acide sulfurique que l'on utilise pour traiter la pierre est responsable de la pollution des puits d'eau. Autre facteur majeur d'inquiétude, le degré élevé de radiotoxicité que comportent les poussières de minerais qui circulent dans l'air.

PÉTROLE ET AUTRES RESSOURCES FOSSILES

La date du 28 novembre 2011 est à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire de l'exploitation des richesses naturelles nigériennes. C'est en effet ce jour-là que le pays a officiellement lancé sa production de pétrole. Or les enjeux sont de taille puisqu'on estime les réserves

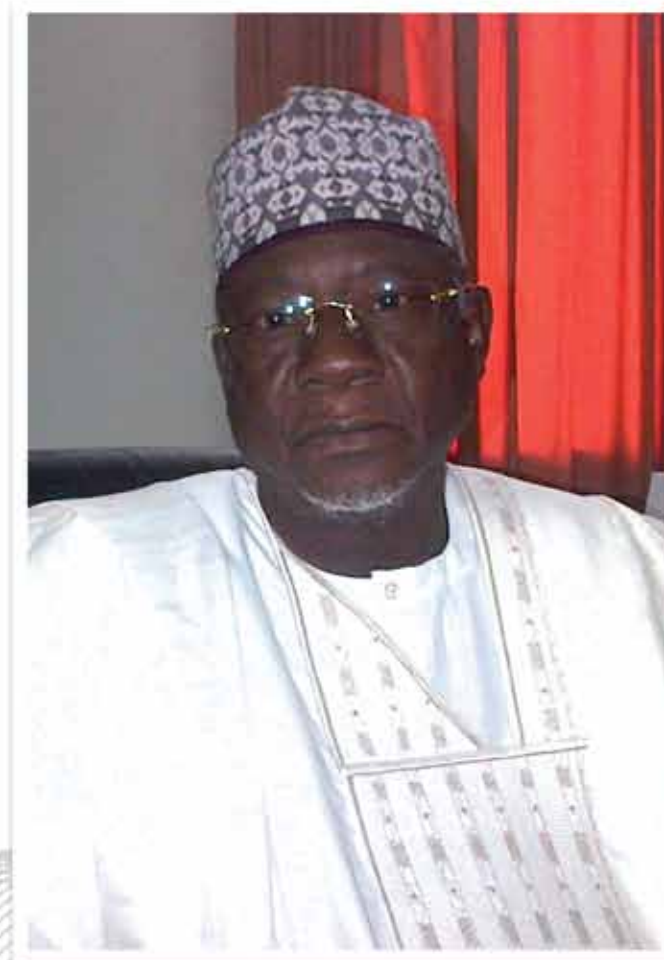
nigériennes à 300 millions de barils. Le Niger se situe aux alentours de la 55^e place dans le classement des pays détenant les plus grandes réserves de pétrole.

À titre de comparaison, on observe que selon des statistiques publiées en 2010, parmi les voisins directs du Niger, la Libye pointait au 9^e rang avec 47 milliards de barils, suivie par le Nigeria (37,5 milliards). Sur le continent africain, le Niger fait mieux que des États comme la République démocratique du Congo (61^e avec 180 millions) ou le Cameroun (58^e avec 200 millions). Le Cameroun permettra d'ailleurs au Niger d'acheminer son pétrole jusqu'au port pétrolier de Kribi, après la construction d'un oléoduc reliant le Niger à la zone pétrolière tchadienne de Doba.

L'inauguration de la première raffinerie nigérienne s'est faite à Oléléwa, non loin de Zinder, deuxième ville du pays. Cette exploitation pétrolière repose sur un accord d'un montant de 3,2 milliards d'euros conclu en 2008 entre l'ancien président nigérien Tandja et le consortium pétrolier China National Petroleum Corporation (CNPC), qui stipule que la production de pétrole s'effectuera sur un modèle de partage de 60 % pour la Chine et 40 % pour le Niger.

En ce qui concerne les autres types d'énergies fossiles, le Niger peut compter également sur des réserves en gaz. En 2009, Niamey a signé un accord prévoyant la construction d'un gazoduc qui

ETS. BAGUE DAOUA UN OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE AU SERVICE DE SON PAYS



ETS. Bague Daouda
Import - export

RCCM A. 1375 - NIF. 1181 - Tél. : +227 20 74 11 70 / 20 74 16 57

Fax : +227 20 74 05 21 - BP 2774 Niamey Niger

E-mail : etsbague@intnet.ne

acheminera le gaz nigérian vers l'Europe via le Niger et l'Algérie. Baptisé Trans Saharan Gas Pipeline (TSGP), cette installation fera passer entre 20 et 30 milliards de m³ de gaz par an dès 2015.

Troisième et dernière ressource fossile du pays : le charbon. Un site minier est exploité depuis les années 1980 par la société nationale Sonichar à Anou Araren, au Nord-Ouest d'Agadez. Ce charbon sert essentiellement à la production électrique pour l'alimentation des mines d'uranium et des villes avoisinantes. Une part marginale est destinée à la consommation domestique en substitution au charbon de bois. Les réserves de ce site sont estimées à environ 40 ans de consommation au rythme actuel, mais un nouveau gisement de charbon devrait prochainement émerger dans la région de Salkadamna dans l'Azawak, avec des

réserves qui devraient couvrir 30 ans d'exploitation. On y prévoit même la construction d'une centrale électrique thermique de 200 MW ainsi qu'une production de charbon carbonisé en briquettes jusqu'à 100 000 tonnes par an.

RESSOURCES FORESTIÈRES

Parmi les ressources naturelles forestières du Niger, en dehors de la production du bois de chauffage qui reste assez marginale en raison de l'importance des superficies forestières protégées, il convient surtout de citer la production de gomme arabique, qui est une tradition ancestrale dans certaines régions du Niger et fait l'objet d'un commerce international depuis des décennies.

La gomme arabique, largement utilisée comme émulsifiant et épaississant dans l'industrie agroalimentaire ou bien pour le collage des étiquettes, des enveloppes et

des timbres, est obtenue à partir de la sève d'un arbuste épineux appelé acacia Sénégal. Dans les années 1970, le Niger figurait parmi les tout premiers producteurs mondiaux, avant que les exportations ne chutent considérablement, notamment en raison des variations climatiques, la production restant alors pratiquement cantonnée aux besoins locaux.

Mais depuis la dernière décennie, le gouvernement nigérian tente de relancer la filière de production de la gomme arabique, car le potentiel d'exportation croît et que cette production peut jouer un rôle très important en terme de diversification des revenus pour les populations rurales les plus pauvres.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

En évoquant la question des richesses naturelles du Niger, on ne peut omettre d'évoquer les énergies renouvelables, bien que ce secteur reste pour l'instant très peu développé. Tout d'abord, il y a l'énergie éolienne qui pourrait être exploitée grâce à la présence de vents favorables ; mais c'est surtout l'énergie solaire et l'énergie hydroélectrique qui représentent le plus de potentiel. Compte tenu de l'ensoleillement exceptionnel dont bénéficie le Niger, il suffirait d'une surface totale de 1,4 km² de panneaux photovoltaïques pour couvrir aisément les besoins électriques actuels du pays tout entier.

D'autre part, les gisements hydroélectriques situés sur le fleuve Niger et ses affluents représentent un potentiel de production d'énergie électrique de près de 300 MW. Un projet de barrage est d'ailleurs en cours de réalisation à Kandadji. À terme, ce dernier permettra non seulement de réduire la dépendance énergétique du Niger, mais surtout d'irriguer les terres actuellement non cultivées et renforcer ainsi les capacités agricoles du pays.

Étant donné l'étendue des multiples richesses naturelles dont dispose aujourd'hui le Niger, une bonne gouvernance est indispensable à son développement, après de nombreuses années d'une gestion douteuse et peu soucieuse des intérêts de la population à long terme. Ce n'est qu'à cette condition qu'une croissance économique durable pourra s'installer et que les Nigériens pourront bénéficier d'un niveau de vie plus élevé. ■

Niamey, le 9 septembre 2011 : des panneaux solaires sont installés le long de cet axe routier, symbole de la volonté de l'État nigérian de développer les sources d'énergies renouvelables.



© AFP - SIA KAMBOU

NIGER TRANSIT

Société Anonyme d'économie mixte

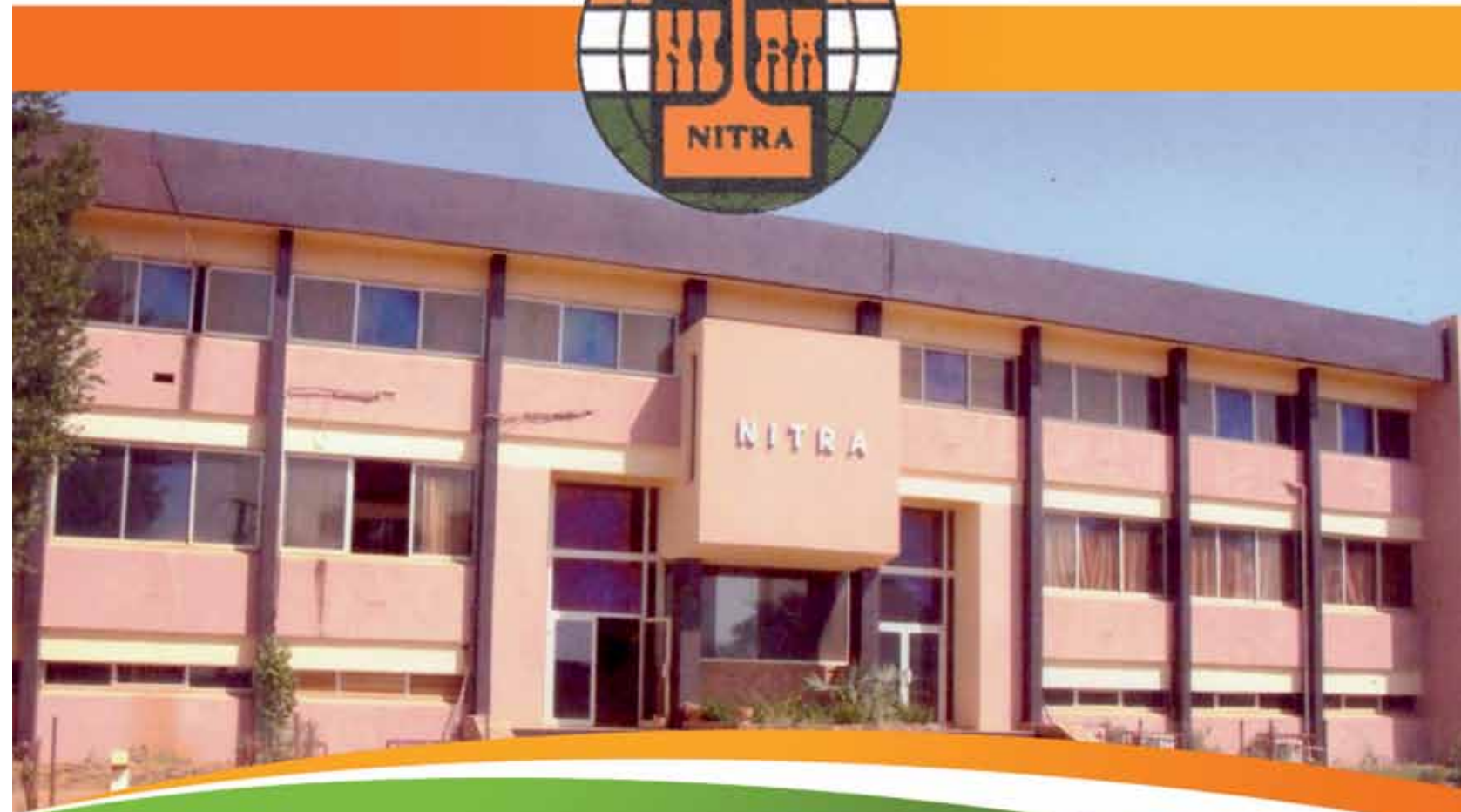
Créée le 13 juillet 1974

Avec un capital de 1 milliard de FCFA

Son siège social est en zone industrielle de Niamey (Niger)

SOUS LA TUTELLE DU MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ.
LA NITRA A POUR MISSION D'ASSURER DANS LES MEILLEURS CONDITIONS DE SÉCURITÉ ET DE SURETÉ DES OPÉRATIONS D'IMPORTATION DU NIGER, AFIN D'ATTÉNUER LES EFFETS NÉGATIF DE LA CONTINENTALITÉ DU PAYS, AUSSI ELLE CONTRIBUE À L'ESSOR DU COMMERCE EXTÉRIEUR, EN ASSISTANT LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT, D'ÉCONOMIE MIXTE ET LES PRIVÉS NIGÉRIENS DANS LEURS RELATIONS COMMERCIALES AVEC L'EXTÉRIEUR.

ACTIVITÉS : COMMISSIONNAIRE EN DOUANE AGRÉÉ ; COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORT ; MANUTENTION, LIVRAISON ; ENTREPOSAGE ; TIERCE DÉTENTION ; LOCATION ENGINS ; COURRIER EXPRESS ; ENTREPÔT FICTIF ; GESTIONNAIRE D'ENTREPÔTS AU NIGER, AU BENIN, AU GHANA ET AU TOGO.



REPRESENTATIONS AU NIGER

Niamey Route Tél : 20 74 25 46 – Fax: 20 74 29 28
Email : nitra_transit@yahoo.fr

Nitra Air Service Tél : 93 92 58 24 - Email : nitraairsce@yahoo.fr

Nitra Agadez Tél : 20 44 00 57 - Email : nitraagdez@yahoo.fr

Nitra Arlit Tél : 20 45 22 08 -Email : nitraarlit@yahoo.fr

Nitra Maradi Tél : 20 41 02 84 - Email : nitramaradi@yahoo.fr

Nitra Gaya Tél : 20 68 03 50 – Fax : 20 68 04 87
Email : nitragaya@yahoo.fr

REPRESENTATIONS À L'EXTERIEUR

AGENCE AU BENIN

COTONOU : Tél : +229 21 31 20 27 Fax (+229) 21 31 64 04
BP : 2017 - Email : nitracotonou@yahoo.fr

PARAKOU : Tél : +229 21 61 09 70
BP : 110 Email : nitraparakou@yahoo.fr

FILIALE AU TOGO

LOMÉ : Tél : +228 22 27 05 69 fax : +228 22 27 67 51
BP : 1765 - Email : nitralomé@yahoo.fr

FILIALE AU GHANA

TEMA : Tél : (+223) 22 21 29 45 - Email : nitratma@yahoo.fr